

Si la Chambre y consentait, nous économiserions ainsi \$50,000 pour la réimpression.

[Plus tard]

M. Donald MacInnis (Cap-Breton-Sud): J'ai une question complémentaire pour le président du Conseil du Trésor, qui a laissé entendre, en répondant à une question antérieure, que le gouvernement économiserait environ \$50,000 en ne faisant pas réimprimer le budget des dépenses. Pourrait-il nous dire combien coûtera la révision du budget afin que nous sachions combien le gouvernement est gaspilleur?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

QUESTIONS OUVRIÈRES

L'APPLICATION DES CONVENTIONS DE L'O.I.T.

A l'appel de l'ordre du jour.

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre du Travail. Aujourd'hui, le ministre a énuméré les diverses conventions adoptées à la dernière conférence de l'OIT; or, comme un grand nombre des conventions de l'OIT n'ont jamais été ratifiées par le Canada, le gouvernement discutera-t-il avec les provinces de l'éventualité d'appliquer sans retard les récentes conventions dont a parlé le ministre?

L'hon. J. R. Nicholson (ministre du Travail): Oui, monsieur l'Orateur, les discussions sont déjà entamées.

LE NORD CANADIEN

LA RÉDUCTION DES AFFECTATIONS AUX SERVICES DE SANTÉ

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. A-t-on tenu compte des besoins sanitaires spéciaux de la population indienne et esquimaude du Nord canadien, où la mortalité infantile est quatre fois plus élevée que la normale et la probabilité de vie de l'Esquimau est de 20.9 ans, lorsqu'on a sensiblement réduit le budget des services de santé du Nord, dernièrement?

L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, nous avons tenu compte de tous les facteurs.

L'hon. M. Dinsdale: A titre de question supplémentaire, l'argent économisé sera-t-il affecté à l'assurance frais médicaux?

M. l'Orateur: A l'ordre.

LA FONCTION PUBLIQUE

LE RELEVEMENT DES PENSIONS DES FONCTIONNAIRES RETRAITÉS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au premier ministre? Le gouvernement fédéral sait-il que le gouvernement de la Colombie-Britannique a présenté une mesure législative destinée à augmenter les pensions de ses fonctionnaires retraités, et a-t-il l'intention de faire la même chose?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je ne le savais pas, mais je me renseignerai là-dessus. Je suis sûr que mon honorable ami ne voudrait pas que nous suivions toujours l'exemple du gouvernement de la Colombie-Britannique.

LES PORTS

LA COLOMBIE-BRITANNIQUE—LES AMÉNAGEMENTS DE ROBERTS BANK

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Howard Johnston (Okanagan-Revelstoke): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Transports. Comme j'ai constaté que le premier ministre de la Colombie-Britannique a proclamé la loi sur le Conseil des ports de la Colombie-Britannique, parce qu'il n'est pas sûr qu'Ottawa appuie le projet de Roberts Bank, le ministre pourrait-il assurer à la Chambre que le gouvernement fédéral va collaborer avec le Conseil des ports provinciaux établi récemment pour l'aménagement de ce port?

M. l'Orateur: A l'ordre. Cette question pourrait, il me semble, être inscrite au *Feuilleton*.

LES DROITS DE L'HOMME

L'ÉTUDE DU RAPPORT DE L'EX-JUGE EN CHEF DE L'ONTARIO

A l'appel de l'ordre du jour.

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Justice. A-t-il chargé les fonctionnaires de son ministère d'étudier le volumineux rapport sur les libertés civiles que vient de rédiger l'ancien juge en chef de l'Ontario, M. McRuer, afin de décider à quelles recommandations le Parlement fédéral pourrait donner suite?